L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR SULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

Cette feuille paraît tous les jours excepté dimanche. Prix pour un an, en ville, $15 ; pour la campagne, $18 ; pour l'étranger, $20. Prix pour trois mois, $5 ; pour un mois, $2. Payable d'avance.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 31 JANVIER 1842.

Les publicas dans notre petite anglaise, et par ce Sénat, le bill des banques, tel qu'il a été adopté à l'unanimité, par ce corps, dans sa séance de samedi dernier, après le rapport favorable présenté par la majorité du comité de conférence.

Le sort de ce projet de loi dépend aujourd'hui de la Chambre des Représentans. Nous devons ajouter qu'il n'est plus susceptible de recevoir aucun amendement ; car, d'après les règles parlementaires, la chambre doit se borner à l'accepter purement et simplement, ou à le renvoyer de nouveau au comité de conférence. Rejeter le rapport, serait rejeter le projet.

Loi sur les faillites.—M. Ingersoll a fait dans l'une des dernières séances du Congrès, une proposition extrêmement sage : Il a demandé qu'au lieu de rejeter la loi sur les faillites, on l'amendât de manière à remédier aux défauts qu'elle présente. Si M. Clay, M. Berrien ou quelqu'autre whig éminent s'emparait de cette idée et présentait un bill pour remplacer la loi adoptée dans la session extraordinaire, ce serait certainement le moyen le meilleur et le plus sûr d'en empêcher le rejet absolu, ce serait rendre un immense service à la commerçante.

☞ Nous prévenons nos lecteurs que le cirque et la ménagerie de MM. Waring & Co., encoignure des rues de l'Hôpital et Condé, n'ont plus que trois représentations de leurs brillans exercices à offrir au public, dans lesquelles M. LE TORT, ce célèbre ecuyer français ne paraîtra qu'une seule fois, mardi prochain. Nous engageons vivement les amateurs à se hâter, sous peu on ne pourra plus jouir du plaisir que l'on goûte dans ce genre de spectacle lorsqu'il est le plus gracieusement exécuté.

EXTRAVAGANZA.—Le véritable Prince de la saltarelle, le Héros du strop consentie, va paraître sur un théâtre digne de lui. S'il faut en croire le programme, l'illustre docteur Truman Bullman remplira son rôle dans la parodie de Cendrillon, ce soir, à la salle Poydras.

La chambrée sera complète ; l'Hôpital de Charité et l'Hospice des Orphelins, au bénéfice desquels est consacrée cette soirée, ne trouveront pas la pilule trop amère. W.

Théâtre Américain—Le petit théâtre de la rue Poydras est en voie de prospérité, il n'y a pas à en douter. Hier "La Dame du Lac" et "Tom and Jerry", ont été reçus avec force applaudissemens.

ŒUVRE CHARITABLE.—Nous apprenons avec plaisir que les propriétaires de la galerie de beaux arts, située rue du Camp, se proposent d'ouvrir leur salon pendant trois jours à tous ceux qui désireraient venir admirer les belles toiles des grands artistes européens, et de consacrer les recettes de ces trois jours à quelque œuvre charitable.

ACCIDENT.—Un nommé **James Brown**, travaillait samedi dernier à bord d'un navire, quand, la planche sur laquelle il se trouvait alors venant à céder, il fut précipité à fond de cale, et expira quatre heures après.

COUR CRIMINELLE.

Barelle Galgado, homme de couleur, trouvé coupable de vol avec effraction, a été condamné samedi, par l'honorable juge Canonge, à cinq ans de prison et de travaux forcés au pénitentiaire.

SENAT.

Séance de Mardi, 25 janvier.

Le Président nomme MM. Davidson, Wagaman et Bossier, du comité d'enquête sur la nécessité de diminuer les traitemens des employés de l'Etat.

Sur motion de M. Sentell discute et adopte un bill pour canaliser Thomas J. Brasheur, mineur.

M. Hoa présente deux bills, le premier pour vendre au secours de la Banque de l'Etat ; le second pour amender l'acte pour prévenir l'embauchement des esclaves.

M. Dowar, au nom du comité de finances, soumet l'opinion de ce comité sur le bill de la Banque des Citoyens et celui de la Banque de l'Etat sur le bill adopté par la Chambre relatif à la Chambre. L'impression de ces documens dans la grande d'Etat est ordonnée pour le lendemain.

Sur motion de M. Downs, le Sénat accorde au comité de finances un scribe pour copier et mettre au net les documens qui lui sont référés pour faire rapport et publier sans attendre à spécial.

Ordre du jour.

Sur motion, le Sénat suspend la consideration du bill des malices, pour discuter la note pour amender l'acte pour prévenir la vente de la loi aux esclaves.

Ce bill subit sa première lecture.

Une discussion animée s'engage sur un amendement proposé par M. Sparrow, M. Dowar, Hoa et Sparrow y prennent part.

Vote sur l'amendement mis aux voix et rejeté à une majorité de 7 contre 2 ; et le bill est adopté.

Le Secrétaire le transmet à la Chambre, pour qu'elle y donne son assentiment.

Sur motion de M. Bossier, le Sénat reprend la discussion du bill des milices. A la requête de M. Hoa, le Legion de la Louisiane et les dispositions qui lui sont relatives sont supprimées ; ces corps, bien qu'utiles à maintenir la discipline parmi les citoyens, ne sont pas nécessaires à la défense du pays.

Le bill ainsi amendé est adopté.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance de Mercredi, 26 janvier

M. Thibo lonix obtient un congé de quelques jours.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat prend en considération et adopte le bill pour vendre au secours de la Banque de l'Etat No. 1.

Le secrétaire transmet à la Chambre le bill sur les milices, avec amendemens ; et le bill sur les élections.

Ordre du jour.

Le Sénat discute le bill pour amender l'art. 3,233 du code civil, et après une seconde lecture, le renvoie au comité judiciaire.

Sur motion de M. Hoa, et après suspension de l'ordre du règlement, le Sénat adopte le bill pour incorporer le Lycée de Penpic, et le bill pour incorporer la société Shakespeare, tous deux amendés.

Sur motion de M. Walker, le Sénat prend en considération le bill pour amender l'art. 425 du code de procédure, qui prescrit la manière de soumettre des faits entre parties pour prendre les témoignages hors de cour. Il arrive souvent que des temoins sont retenus loin de leurs occupations, et de leurs affaires, et que l'intérêt des parties propose laisse à la discretion de l'une ou l'autre de passer outre l'interrogatoire immédiat des temoins.

Après avoir subi trois lectures consecutives, le bill est adopté.

L'ordre spécial du jour amène la considération du bill sur les Banques, transmis par la Chambre.

M. Hoa, au nom du comité des finances, présente un rapport, dont le Sénat ordonne l'impression à 500 exemplaires.

M. Hoa propose de faire imprimer le bill tel qu'il a été adopté en troisième lecture dans ses principales dispositions, comparées avec celles du Sénat.

En vue de l'importance du rapport, du projet, le comité des finances ne se présente pas sans quelque défiance : on qu'il ait examiné avec une minutieuse attention le bill qui leur est référé, et qu'il ait cru trouver dans son ensemble un remède à cet effet aux maux actuels, aucune barrière efficace à tout opposée à leur retour dans l'avenir.

La première section du projet, qui prescrit les pesanteurs en espèces, les deux Chambres sont d'accord sur la nécessité de cette disposition.

La seconde section, qui, si même elle n'encourage les Banques insolvables à faire peser leur circulation, quel qu'en soit le montant, sur les Banques solvables, paraît bien à craindre. Pendant la durée de ces suspensions, elles pourront porter l'émission de leurs billets presque jusqu'à l'infini, rien ne s'y oppose, rien ne le leur défend.

Et d'abord, cette section établit entre les Banques une différence. Cinq de ces institutions devront réduire la circulation, de 25 pour cent par mois, jusqu'à ce qu'elle ait atteint une somme fixe. Voilà pour les banques faibles. Et les banques saines non par l'acte qu'elle sont les seules qui puissent faire face, pour cette réduction, à la loi qui prescrit le bill à l'égard des autres ? "Que toutes les Banques de cet Etat, à l'exception des cinq désignées, devront, pour toutes les obligations, en leurs personnes, soldats en en numéraire, à leur choix, jusqu'à la reprise des paiemens en espèces". La pénalité imposée à la violation de cette section est celle qui frappe les banques qui refusent à la disposition de l'avocat général, qui devra les poursuivre pour toute infraction à leur charte, antérieure à la présente loi. Cet acte, pour ces banques, n'a pas cette pénalité. Ainsi le bill laisse réellement les Banques solvables à la merci des banques qui ne le seraient pas. Ces dernières peuvent augmenter leur circulation de 25 pour cent jusqu'en novembre, et en imposer alors le remboursement à des banques qui, quand même leur papier ne répondrait sur aucune valeur, sont en état de payer.

Ce n'est pas tout. Les banques, cinq exceptées, peuvent émettre des billets pour tout le temps de la reprise, sans qu'aucune classe le oblige à les identifier, à les retirer, ou même à les payer en espèces.

La troisième section autorise toutes banques des Négociants du Gaz d'émettre aucune circulation avant la reprise générale. Pourquoi cette exception ? Pourquoi ces distinctions entre les banques ? Ce n'est pas tout, nous ne disons le projet du Sénat, ses dispositions portent également sur les deux parties ; pour le principe, et le terrain.

La quatrième section, plus spécialement sur la circulation, qui devra être représentée par un tiers en espèces ou deux tiers en billets en tout autre papier. Cette clause est encore bien plus favorable à tout débiteur qui voiera pour anticiper une émission de papier au dessus de la proportion ci-haut fixé, se rendra personnellement responsable du remboursement de ces billets. C'est un secours offert aux créanciers de la banque, mais que deviendront-ils si la banque n'en est nullement ? Ou est la grande sûreté de cette cinq ou six millions de dollars de papier qui doivent avancer que la circulation est protégée contre une crise ? Dans un moment de gêne, tandis qu'il court que du papier à longues échéances, pourra-t-on exiger une forte circulation, dont le remboursement sera presque immédiat ?

La cinquième section pourvoit au règlement des balances, à la fin de chaque mois, de manière à ce que chaque banque soit satisfaite de la banque créancière. Je supposerai, pour l'intelligence de cette clause, qu'une banque insolvable offre à la banque solvable qui se trouve être son créancier des billets, au valeurs en portefeuille en paiement ou en garantie. Chacune, s'il le désire, peut refuser ; voici mon portefeuille. Le créancier ne voit donc obligé de prendre les billets qu'il ne peut réaliser. Il refuse, en déclarant que la garantie n'en est pas suffisante, ou même en réglement ne s'opère ; le temps s'écoule ; la circulation augmente journellement ; la reprise des paiemens arrive, et la banque solvable se trouve avoir été forcée de faire la circulation de la banque insolvable, qui entre en liquidation.

La huitième section pourvoit à la liquidation des banques qui ne pourront faire face à leurs paiemens en espèces à l'époque fixée, ou dont la charte sera déclarée forfaite, lorsque violation de la loi. Trois commissaires liquidateurs seront nommés, par les Cours d'équité ; deux par la Cour, ou deuxpels pourra être actionnaire, et un par le bureau de liquidation, qui devra en nomination à la Cour. Ils recevront des billets, des effets de la banque insolvable, feront vendre les immeubles et billets ne seront reçus que pour leur valeur nominale. Ils auront le droit de faire des dividendes, de faire des paiemens aux créanciers, et de donner des certificats de libération aux actionnaires, qui devront se pourvoir contre les liquidateurs, qui devront se nommation à la Cour, lorsque la banque insolvable aura été déclarée forfaite par jugement rendu par le juge de district. L'actif en entier de la banque, ses immeubles, ses billets, ses effets en portefeuille, ses dépôts, ses billets qui ne seront pas mis en circulation, les sommes qu'elle aura en banque, tout sera remis entre les mains du juge. Quelle somme, contre des millions !

Enfin, la neuvième section supprime la différence entre les suspensions légales et les suspensions illégales. D'un côté, par le projet du Sénat, les actionnaires, propriétaires de banques insolvables, sont exempts de leur propriétés, malgré que les déposeurs de billets aient été protégés contre toute perte éventuelle. De l'autre, le remboursement des billets en entier est garanti aux porteurs, qui ne peuvent placer à cet entièrement que $1.50,000. Faut-il ajouter que par la même banque peut causer la ruine de toutes les autres ? Que ces banques insolvables de cette disposition sont faciles à spéculer.

Après avoir fait la critique raisonnée de quelques autres sections, il nous reste à faire cette brève impression (que nous n'avons pu donner que très brièvement) que le comité qui le premier accepté avec empressement les dispositions, qui les trouve très convenables, et dont on le faire passer sans presque aucun amendement. Nous devons, et au sentiment de la majorité de ce corps, et au sentiment de celui du public.

Sur motion de M. Downs, le rapport, plus l'Orateur, le comité des finances ne se présente pas sans quelque défiance : on qu'il ait examiné avec une minutieuse attention le bill qui leur est référé, et qu'il ait cru trouver dans son ensemble un remède à cet effet aux maux actuels, aucune barrière efficace à tout opposée à leur retour dans l'avenir.

La première section du projet, qui prescrit les paiemens en espèces, les deux Chambres sont d'accord sur la nécessité de cette disposition.

La seconde section, qui, si même elle n'encourage les Banques insolvables à faire peser leur circulation, quel qu'en soit le montant, sur les Banques solvables, paraît bien à craindre. Pendant la durée de ces suspensions, elles pourront porter l'émission de leurs billets presque jusqu'à l'infini, rien ne s'y oppose, rien ne le leur défend.

Et d'abord, cette section établit entre les Banques une différence. Cinq de ces institutions devront réduire la circulation, de 25 pour cent par mois, jusqu'à ce qu'elle ait atteint une somme fixe. Voilà pour les banques faibles. Et les banques saines non par l'acte qu'elle sont les seules qui puissent faire face, pour cette réduction, à la loi qui prescrit le bill à l'égard des autres ? "Que toutes les Banques de cet Etat, à l'exception des cinq désignées, devront, pour toutes les obligations, en leurs personnes, soldats en en numéraire, à leur choix, jusqu'à la reprise des paiemens en espèces". La pénalité imposée à la violation de cette section est celle qui frappe les banques qui refusent à la disposition de l'avocat général, qui devra les poursuivre pour toute infraction à leur charte, antérieure à la présente loi. Cet acte, pour ces banques, n'a pas cette pénalité. Ainsi le bill laisse réellement les Banques entre elles à la merci des banques qui ne le seraient pas. Ces dernières peuvent augmenter leur circulation de 25 pour cent jusqu'en novembre, et en imposer alors le remboursement à des banques qui, quand même leur papier ne répondrait sur aucune valeur, sont en état de payer.

Ce n'est pas tout. Les banques, cinq exceptées, peuvent émettre des billets pour tout le temps de la reprise, sans qu'aucune classe le oblige à les identifier, à les retirer, ou même à les payer en espèces.

La troisième section autorise toutes banques des Négociants du Gaz d'émettre aucune circulation avant la reprise générale. Pourquoi cette exception ? Pourquoi ces distinctions entre les banques ? Ce n'est pas tout, nous ne disons le projet du Sénat, ses dispositions portent également sur les deux parties ; pour le principe, et le terrain.

La quatrième section, plus spécialement sur la circulation, qui devra être représentée par un tiers en espèces ou deux tiers en billets en tout autre papier. Cette clause est encore bien plus favorable à tout débiteur qui voiera pour anticiper une émission de papier au dessus de la proportion ci-haut fixé, se rendra personnellement responsable du remboursement de ces billets. C'est un secours offert aux créanciers de la banque, mais que deviendront-ils si la banque n'en est nullement ? Ou est la grande sûreté de cette cinq ou six millions de dollars de papier qui doivent avancer que la circulation est protégée contre une crise ? Dans un moment de gêne, tandis qu'il court que du papier à longues échéances, pourra-t-on exiger une forte circulation, dont le remboursement sera presque immédiat ?

La cinquième section pourvoit au règlement des balances, à la fin de chaque mois, de manière à ce que chaque banque soit satisfaite de la banque créancière. Je supposerai, pour l'intelligence de cette clause, qu'une banque insolvable offre à la banque solvable qui se trouve être son créancier des billets, au valeurs en portefeuille en paiement ou en garantie. Chacune, s'il le désire, peut refuser ; voici mon portefeuille. Le créancier ne voit donc obligé de prendre les billets qu'il ne peut réaliser. Il refuse, en déclarant que la garantie n'en est pas suffisante, ou même en réglement ne s'opère ; le temps s'écoule ; la circulation augmente journellement ; la reprise des paiemens arrive, et la banque solvable se trouve avoir été forcée de faire la circulation de la banque insolvable, qui entre en liquidation.

La huitième section pourvoit à la liquidation des banques qui ne pourront faire face à leurs paiemens en espèces à l'époque fixée, ou dont la charte sera déclarée forfaite, lorsque violation de la loi. Trois commissaires liquidateurs seront nommés, par les Cours d'équité ; deux par la Cour, ou deuxpels pourra être actionnaire, et un par le bureau de liquidation, qui devra en nomination à la Cour, lorsque la banque insolvable aura été déclarée forfaite par jugement rendu par le juge de district. L'actif en entier de la banque, ses immeubles, ses billets et effets en portefeuille, ses dépôts, ses billets qui ne seront pas mis en circulation, les sommes qu'elle aura en banque, tout sera remis entre les mains du juge. Quelle somme, contre des millions !

Enfin, la neuvième section supprime la différence entre les suspensions légales et les suspensions illégales. D'un côté, par le projet du Sénat, les actionnaires, propriétaires de banques insolvables, sont exempts de leur propriétés, malgré que les déposeurs de billets aient été protégés contre toute perte éventuelle. De l'autre, le remboursement des billets en entier est garanti aux porteurs, qui ne peuvent placer à cet entièrement que $1.50,000. Faut-il ajouter que par la même banque peut causer la ruine de toutes les autres ? Que ces banques insolvables de cette disposition sont faciles à spéculer.

Après avoir fait la critique raisonnée de quelques autres sections, il nous reste à faire cette brève impression (que nous n'avons pu donner que très brièvement) que le comité qui le premier accepté avec empressement les dispositions, qui les trouve très convenables, et dont on le faire passer sans presque aucun amendement. Nous devons, et au sentiment de la majorité de ce corps, et au sentiment de celui du public.

Sur motion de M. Downs, le rapport, plus l'Orateur, le comité des finances ne se présente pas sans quelque défiance : on qu'il ait examiné avec une minutieuse attention le bill qui leur est référé, et qu'il ait cru trouver dans son ensemble un remède à cet effet aux maux actuels, aucune barrière efficace à tout opposée à leur retour dans l'avenir.

La première section du projet, qui prescrit les paiemens en espèces, les deux Chambres sont d'accord sur la nécessité de cette disposition.

La seconde section, qui, si même elle n'encourage les Banques insolvables à faire peser leur circulation, quel qu'en soit le montant, sur les Banques solvables, paraît bien à craindre. Pendant la durée de ces suspensions, elles pourront porter l'émission de leurs billets presque jusqu'à l'infini, rien ne s'y oppose, rien ne le leur défend.

Séance de Jeudi 27 janvier.

Le secrétaire transmet à la Chambre le bill pour amender l'art. 420 du code de procédure et l'informe que le Sénat a rejeté les amendemens du bill des banques.

M. Walker présente un bill pour prohiber l'émission de billets au dessous de cinq piastres, en assignant à cette disposition la région des paiemens en espèces pour point de départ.

M. Hiriart présente une résolution, tendant, d'après la charte de la Banque des Citoyens, le lundi 31 janvier pour élection des directeurs de cette institution, par la législature.

Sur motion de M. Walker, le Sénat prend en considération un bill sur les chercheurs publics. Celui qui commettra à perpétuité la destination des cimetières et les exempte de saisies et autres procédures légales, sans incorporer dans un acte de même nature, relatif à l'Eglise de St. Patrick ; il subit trois lectures et est adopté.

Sur motion de M. Dowar, le Sénat prend en considération le bill pour expliquer et mettre qui décrète la convocation d'une convention.

M. Dowar démontre en peu de mots la nécessité du bill. En vertu de la constitution de l'Etat, les noms des voiens pour ou contre la convention doivent être enregistrés — et ce sera un inconvenient dans cet état où les votes sont donnés de vive voix ; mais l'exécution en est difficile en Louisiane où les votes sont donnés au scrutin. Le mode proposé consiste tout, puisque chaque citoyen jouit de son droit de vote, déclarer s'il le donne pour ou contre la convention, afin que ceux-là faire voir le nom du candidat pour lequel il vote.

Sur motion de M. Davidson, le Sénat amende la seconde section, en prescrivant à chaque votant de faire voir la partie de son vote qui concerne la convention, afin de faire enregistrer son nom. Le bill, ainsi amendé, est adopté.

Le secrétaire fait connaître le message de la Chambre.

Sur motion de M. Sparrow, le Sénat adopte à l'unanimité les resolutions sur les relations de l'Union avec la Grande-Bretagne.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance de Vendredi, 28 janvier.

Le secrétaire transmet à la chambre plusieurs bills sportifs dans la séance d'hier.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat prend en considération le message de la Chambre demandant la nomination d'un comité de conférence, sur la question des Banques.

M. Hoa propose de concourir à la nomination du comité de conférence, et comme la Chambre a procédé au scrutin à élection, que ceux-ci soient pris parmi ceux qui le composent de sa part, il pense que le Sénat préfèrera ce mode, qui placera les trois membres qu'il doit y envoyer sur le pied d'une égalité parfaite avec ceux qui.

La question, mise aux voix, est decidée dans l'affirmative, et le Sénat décide qu'il en sera ainsi. MM. Downs, Walker, Bossier et Walker, pour se représenter dans le comité.

Le secrétaire est chargé d'en informer la Chambre.

M. Hiriart, au nom du comité des finances, présente un bill pour incorporer l'Académie d'Iberville.

M. Walker, au nom du comité des affaires non terminées, présente un bill relatif au juri de police de la paroisse Jefferson.

Sur motion de M. Downs, le Sénat accorde aux membres du comité de conférence la permission de siéger pendant la séance.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance de Samedi, 29 janvier.

Le Sénat est assemblé pour recevoir le rapport du comité de conférence sur la question des banques.

M. Arnaud, au nom du comité d'enrolement, rapporte plusieurs bills dûment enrollés.

M. Hoa, au nom du comité de conférence, présente le rapport de la majorité. Le bill primitif du Sénat, avec quelques amendemens et quelques autres additionnels, proposés du bill de la Chambre, a été adopté. En soumettant au Sénat le projet revêtu des sceaux du comité, il demande qu'il lui soit permis de retirer le bill primitif, afin de procéder sur un projet de loi séparé, relatif à la liquidation des banques et que ses instructions lui fassent un devoir de ce rapport.

L'Orateur est donnée du rapport et du bill, avec les additions et amendemens.

M. Hoa fait l'adoption du rapport.

M. Arnaud déclare qu'il voiera en faveur du rapport, quoiqu'il désapprouve certaines dispositions du bill, mais il est convaincu de l'importance et de la nécessité d'adopter quelque mesure.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Sur motion de M. Hoa, l'impression du rapport en anglais est ordonnée pour lundi 31 janvier, dans la gazette d'Etat, et en français, pour le journal le pouvait y donner accès, le secrétaire est autorisé à faire publier par tout autre journal de la ville.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat ordonne l'impression à 500 exemplaires, en français et en anglais, des rapports du bal des séances du comité, avec les appels nominaux, du rapport, lorsque la Chambre en aura disposé et du bill, lors qu'il aura été soumis à la Cour de l'Etat.

M. Hiriart propose l'adoption de la résolution pour fixer à lundi, 31 janvier, l'élection des directeurs de la Banque des Citoyens par la Législature.

Sur motion de M. Walker, cette résolution est déposée sur le bureau, sauf l'appel du Sénat.

Sur motion de M. Hoa, et après quelques débats, l'élection de l'imprimeur de l'Etat est fixée à lundi, 31 janvier, à 2 heures P. M.

Le Sénat s'ajourne à lundi.

☞ On trouvera des séances officielles de la Législature à la 4me page.

INTERIEUR.

(Correspondance particulière de l'Abeille.)

WASHINGTON, 18 janvier 1842.

SENAT.—Présentation de pétitions, mémoires et réclamations au sujet de la loi sur les faillites, la plupart demandant la mise en opération de la loi, d'autres intervenant pour le rappel. Tous référés au comité judiciaire.

M. Morehead, en présentant un mémoire signé de plusieurs Libraine de New York, contre le rappel de la loi sur les banqueroutes, en a pris occasion pour expliquer sa situation. Celle de son collègue M. Clay est bien différente. M. Clay se doit à l'Union entière : lui, M. Morehead, se doit avant tout à l'Etat qu'il représente au Sénat. En conséquence, il se croit tout à fait autorisé que la question sera mise aux voix, de voter en faveur du rappel, afin de répondre aux désirs de ses constituans.

20 janvier 1842.

SENAT.—Mémoires, pétitions et réclamations au sujet de la loi sur les faillites.

M. Preston, en présentant un de ces mémoires signé de divers habitans de Philadelphie, en a pris occasion de faire un long discours en faveur du rappel de la loi.

M. Evans a demandé que le séance eu congé afin du comité général, et pour avoir l'examen commence la veille, des amendemens proposés par le comité des finances au bill de la chambre, qui autorise une émission de bons du trésor, pour une valeur de cinq millions de dollars, afin de face aux besoins tous les jours croissants du gouvernement. La question a débattu est celle de la suppression du proviso qui considère cette émission comme un partie de l'emprunt autorisé lors de la dernière session extraordinaire.

M. Woodbury s'est opposé à la suppression.

M. Calhoun s'est rallié à M. Woodbury et soutenu son opposition.

MM. Evans et Rives ont soutenu la motion.

La discussion s'est engagée entre MM. Evans, Rives, et Woodbury, Calhoun et King.

M. Buchanan, bien qu'opposé en principe à l'émission de bons du trésor, déclare pour à voter en faveur du bill primitif, et qu'il a été forçadé à la chambre, mais, dans le cas où on lui fait subir les amendemens proposés, il donnerait un vote contraire.

M. Preston, voiera pour l'amendement ; puis quand le bill serait mis définitivement aux voix, il voterait contre, car il préfère un emprunt à une émission de bons du trésor.

Les voix étant recueillies, la motion est adoptée par 25 ou contre 21 non.

Après quelques débats de peu d'importance, le Sénat s'est ajourné.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—M. Botts désireait savoir quand sera présenté le rapport relatif au bill de l'échiquier.

M. Cushing, le chef du comité sur la circulation, a répondu que le comité se réunissait trois fois par semaine, et que le rapport serait présenté aussitôt qu'il serait terminé.

L'Orateur a présenté un message du président tendant à la chambre, en réponse aux résolutions introduites il y a quelques jours, toutes les informations relatives à la prise des citoyens américains engagés dans l'expédition de Santa-Fé. Le message a été renvoyé au comité sur les relations étrangères.

Peu après la chambre s'est ajournée.

WASHINGTON.—Voici quelques détails assez curieux que nous puisons dans une correspondance particulière de Washington : "Le Secrétaire d'Etat entraine en suite presque tous les Représentans de la Nouvelle Angleterre, le projet d'Exhumation du jour, grâce à lui, bon nombre de vos dans les deux chambres du Congrès. Pour le récompenser de ses services les amis du *Dictateur* s'occupent à le tuer politiquement et socialement parlant.

"Le Président se consolide comme l'idole du peuple. Au bonnet de cheveux verbier, le concours des Citoyens à la maison blanche était plus considérable que jamais, l'avait jamais vu : "Eh ! bien, disait-il le Président, j'ai plus de partisans qu'aucun de mes illustres prédécesseurs." MM. Crittenden et Granger prétendent que c'est là une illusion, une faiblesse de sa part. Le temps montrera de quoi cela se trouve la vérité."

BIDDLE & Cie.—L'examen pardevant le Recorder de Philadelphie des charges portées contre MM. Nicholas Biddle, Samuel Jaudon, Thomas Dunlap, Joseph Cowperthwaite et Johns Andrews, a été terminé le 10 courant. Les inculpés ont été tenus de fournir caution pour la somme de $10,000 chacun, comme garant de leur comparution ultérieure à la cour des sessions générales.

— Samuel P. Sackett, l'assassin d'un respectable citoyen de Natchitoches, vient de subir le châtiment qu'il a mérité. La corde a mis fin à ses jours.

Il a été reçu à Charleston, du département de la marine, l'ordre d'armer et d'approvisionner immédiatement la corvette de guerre américain *Columbus*, et de le tenir en état de prendre la mer.

Les débats dans l'affaire de J. C. Colt, le meurtrier présumé de S. Adams, ont été ouverts à New-York le 17 de ce mois, et ajournés au 19, à cause de l'absence de plusieurs témoins.

NAVIGATION.—On lit dans un des derniers numéros de l'*Express de New-York* : "Les relevés annuels de la navigation de notre pays révèlent un fait assez étrange. La flotte des vaisseaux employés au commerce étranger va sans cesse en diminuant, tandis avec une population qui est presque le double de celle que nous avions il y a vingt ans, nous avons un moins grand nombre de vaisseaux que nous n'en avions alors. Ceci vient en grande partie de la loi de réciprocité dont les Etats sont victimes pour notre pays. Nous laissons ainsi l'avantage aux puissances européennes. Un native suédois, par exemple, dont l'équipage est payé 8 piastres par mois et le capitaine 20 environ, est mis sur le même pied que nos navires dont les marins reçoivent $15 par mois. Il en est de même des navires hollandais. L'effet d'une pareille réciprocité est de faire prendre la place de nos vaisseaux à ceux des nations étrangères. La concurrence de l'Angleterre est moins redoutable à cause des droits différentiels dont elle frappe la plupart de nos produits ; et cependant nos vaisseaux ne sont guère occupés qu'à transporter du coton ; aucun autre de nos produits n'est transporté en Angleterre par des batimens américains. Quant à la Suède, au Danemark et à quelques autres états secondaires de l'Europe, l'avantage est tout-à-fait de leur côté et la réciprocité que nous leur accordons, n'est au résultat qu'une pure générosité de notre part pour laquelle nous ne recevons aucun équivalent.

Tribus indiennes—Il y a maintenant quarante-cinq tribus indiennes répandues dans l'immense territoire situé à l'Ouest du Mississipi. Le chiffre total des Indiens composant ces tribus est de 326,790. Il y a, seulement de la race de la couleur de l'Ouest, neuf tribus, formées de 62,013 Iquiens, mais elles s'en vont graduellement. Le contact de l'homme civilisé les l'homme sauvage. Le nombre total des Indiens habitant l'Union même, ou les territoires que leur a abandonné l'Union, est de 363,995.

EXTERIEUR

ANGLETERRE.—Le paquebot Méditer arrivé le 16 courant à New York a apporté des nouvelles d'Angleterre qui vont jusqu'au 9 décembre. Ces nouvelles sont de 8 jours moins récentes que celles que nous avons reçues par le Britannia ; aussi ne trouvons nous que fort peu de chose à y glaner.

Beaucoup Smith, accusé d'être l'auteur des billets faux de Philadelphie, a comparu devant le jour contre le commissaire et a été condamné à la déportation perpétuelle. Smith a été deux fois marié. Sa seconde femme à laquelle il n'a eu qui que depuis quelques mois est une femme fort riche et fort accomplie, veuve en première noces d'un ministre de l'Eglise Anglicane. Avant la découverte des fraudes dont il s'est rendu coupable, Smith était fort estimé de tous ceux qui le connaissaient. Au moment même où l'on s'aperçut pour la première fois qu'il existait de faux billets on n'eut pas le moindre soupçon sur lui et M. Maule publia dans le Times, après une investigation partielle, vint à lui en lui disant : "Une mine vs se découvrir Smith ; mais par bonheur ni vous ni moi n'y sommes intéressés." Jusqu'au moment où il se décida à faire des aveux il conserva un calme extraordinaire ; deux jours avant que l'on connut sa complicité dans l'affaire, un de ses amis intimes lui demanda ce que signifiaient les rumeurs qui couraient sur les fraudes commises dans les bureau de l'Echiquier, il répondit avec une indifférence fort bien jouée : "Nous ne parlons jamais de ces choses là !"

FRANCE.—Tout était parfaitement tranquille à Paris dans les premiers jours de décembre. Seulement les journaux ministériels assuraient qu'une conspiration fort étendue pour détrôner la résidence de la famille Royale avait été découverte et arrêtée. Ce sont là de ces histoires qu'ils inventent assez volontiers.

CHINE.—On a reçu à New York des nouvelles directes de la Chine par le brick suédois Albion, qui a quitté Macao le 17 septembre. Les forces maritimes de l'Angleterre par suite de quelques mouvements hostiles de la part des Chinois, ont détruit plusieurs villages situés sur les bords de la rivière de Canton. Les Chinois n'ont présenté aucune résistance. Cette attaque a singulièrement effrayé la population de Canton qui s'apercevait, à tout moment, du feu des incendies, et qui entendait le bruit du canon ; aussi un grand nombre d'habitans se sont-ils empressés de s'enfuir. Ils craignaient de voir les Anglais recommencer leurs attaques contre la ville. L'expédition qui a marché vers le nord, s'est emparée dit-on de Amoy qui est la seule ville qui, par sa place extrêmement forte suivant les Chinois et qui contenait une grande quantité d'approvisionnemens maritimes et militaire. Cette place est encore à 1300 milles de Pekin. On dit aussi que l'île de Chusan a été reprise.

CANDIDATS POUR LA PLACE DE MAIRE.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Messieurs,

Ayez la bonté de publier dans votre journal qu'à la demande d'un grand nombre de ses amis, M. WILLIAM FRERET a consenti à être de nouveau candidat à la place de Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, à la prochaine élection. 19 janv 3t

☞ Nous sommes autorisés, par un nombre de nos amis, à annoncer que M. DENIS PRIEUR est candidat pour la place de Maire de la Nouvelle-Orléans, à l'élection prochaine, et qu'il sera soutenu dans les trois Municipalités.

25 jan PLUSIEURS MEMBRES DU BARREAU.

CONVOCATION IMPORTANTE !

☞ Les membres du barreau de la Nouvelle Orléans e autres parties de l'Etat, sont convoqués à une assemblée qui aura lieu le 1er lundi de février prochain, à 2 heures précises du matin, afin de s'entendre sur les moyens à l'effet d'obtenir une cour d'appel en matière criminelle. Les

25 jan PLUSIEURS MEMBRES DU BARREAU.

DERNIERES DATES.

New-York	17	Londres	4
Boston	19	Liverpool	2
Philadelphie	19	Paris	4
Washington	19	Bordeaux	2
Baltimore	20	Havre	2
Charleston	23	Madrid	2
Vera Cruz	23	Cadiz	2
Tampico	26	Havane	2
Mexico	29	Houston	2

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ENTREES.

Nov Shakespeare, Miner, New-York,	J E Woodruff
Nav Pharsalia, Windsor, Boston,	J A Merritt
Nav Norfolk, SnoO. Boston,	J. A Merritt
Nav Middlesex, Dunn, Boston,	J A Merritt
Nav Ohio, Lyons, Liverpool,	S & J P Whitney
Barque Stesila, Thayer, Bull,	Fowler & Co
Barque Hashaw, Howes, Boston,	Harrold & Darling
Brigantin Standard, Darrell, Barbades et un marché.	Hamilton & Co
Brick Vandalia, Wall, New York	G Bedford & Beck
Brick Hope, Revans, Charleston,	J B Bailey
Brick Orion, Hatch, New York	Rogers & Hall
Goel Only Daughter Weedon, Savannah,	J B Bailey
Goel Comet, Miner, Apalachicola,	Rogers & Hall
Goel Jorge Hinchel, Hathaway, Mobile,	capitaine
Goel Hero, Shannon, Apalachicola,	capitaine
Goel Sarah, Burrows, Mobile	Fosdick & Eno
Goel Octavia, Churchill, Apalachicola	Rogers & Hallam

ARRIVES.

Bateau de remorque Phœnix, Annable, des passes—ayant mis en mer les navires John Hollard et Bowditch, et ouvert un navire Wilcox et le brick Omar.

Bateau de remorque Swan, Limbert, des Passes, ayant conduit en rade le goel Export.

Brick Montstocock, Maya, en 21 jours de Camden, à S & J Whitney.

Brick Omar, Snow, en 50 jours de Madeire, à Drew Gen & Bruhier.

Goel Vigilant, Clark, de Tobasco, à J Wm Zacharie & Co

Goel Export, Gardner, de Vermillon Bay.

Steamer De Soto, Dalman, Alexandrie & Natchitoches.

" Fauxier, Thomasson, Lafourche.

" Howard, Burgess, Louisville.

" Frenchiet, Eckhert, St. Louis.

" North Alabama, Grice, Rodney et Natchez.

" South Western, Cheatham, de Foot of Red River Raft.

" Guy Morehead, Rudd, Arkansas.

" Eagle, Holmes, Holmes, Arkansas.

" Arkansas, Pennywick, Fort Smith.

" Winchester, Campbell, Cincinnati.

" Daniel Webster, Carr, de Mills Point

" Nashville, Miller, Nashville.

" Genl. Pike, Rose, de Cincinnati.

" Comodore, Hills, de Cincinnati.

" Gov. Yell, Verlois, Baton Rouge.

" Persian, Hart, Bayou Sara.

" Columbia, Hall, de Napoleonville.

" Champion, Carson, Mobile.

" Star, Drewer, Shreveport

" T. Balmeade, Hill, Mobile.

MEMORANDA.

Le steamer